

REGLEMENT INTERIEUR DES MERCREDIS RECREATIFS

Le présent règlement indique les modalités d'organisation et de fréquentation des Mercredis Récréatifs et les obligations des familles qui y inscrivent leurs enfants.

Les Mercredis Récréatifs sont un service que la Ville d'Halluin propose aux familles dont les enfants sont scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires de la Commune. Ils ne fonctionnent pas pendant les vacances scolaires (Toussaint, Noël, Février, Printemps et été).

ARTICLE 1^{er} : MODALITES DE FONCTIONNEMENT ET HORAIRES D'OUVERTURE

Les Mercredis Récréatifs se déroulent dans les locaux de l'Ecole Jean Macé pour les 6-11 ans révolus et l'école Maria Montessori pour les 2-6 ans révolus. Ils sont ouverts aux enfants scolarisés sur la commune.

HORAIRES DE FONCTIONNEMENT

Les enfants sont accueillis tous les mercredis (hors période de vacances scolaires), 5 choix sont offerts aux parents.

Inscription à la demi-journée :

- Matin uniquement sans cantine : de 8h30 à 12h
- Matin uniquement avec cantine : de 8h30 à 13h30
- Après-midi uniquement sans cantine : de 13h30 à 18h

Inscription à la journée :

- Matin et après-midi sans cantine : de 8h30 à 12h et de 13h30 à 18h
- Matin et après-midi avec cantine : de 8h30 à 18h

Il est également proposé une garderie le matin de 7h15 à 8h30.

La garderie des Mercredis Récréatifs aura lieu uniquement à l'école Montessori pour les enfants maternels et primaires.

Les parents ont la possibilité de déposer les enfants de façon échelonnée le matin entre 8h30 et 9h30 et de les récupérer à partir de 17h00.

ARTICLE 2 : INSCRIPTION, PAIEMENT ET FREQUENTATION

L'inscription aux Mercredis Récréatifs se fait par le biais d'une fiche, téléchargeable sur le site internet de la Ville www.ville-halluin.fr ou à retirer au Service Education – espace Vauban, place du Général De Gaulle et à remettre à ce même service avec le dossier familial unique d'inscription au plus tard le 30 juin. Les réservations des mercredis souhaités devront obligatoirement se faire par l'intermédiaire d'un coupon-réponse qui sera donné aux familles à chaque période de vacances scolaires (sans ce document, les enfants ne seront pas acceptés aux Mercredis Récréatifs).

Les dossiers déposés après le 30 Juin feront l'objet d'une étude en fonction des disponibilités et de la capacité d'accueil des locaux.

Cette démarche est obligatoire pour garantir la prise en charge en toute sécurité des enfants inscrits aux Mercredis Récréatifs et doit être effectuée avant chaque rentrée scolaire de septembre ou en cours d'année.

Vous avez la possibilité d'annuler la réservation, au plus tard, le lundi avant 10h. Cette annulation doit faire l'objet d'une confirmation écrite par mail à l'adresse suivante serviceeducation@ville-halluin.fr. Toute réservation qui ne fera pas l'objet d'une annulation dans ce délai, sera facturée.

ARTICLE 3 : ASSURANCE « RESPONSABILITE CIVILE »

La Ville d'Halluin souscrit à un contrat d'assurance « responsabilité civile » appelé à intervenir en cas de mise en cause avérée de la collectivité.

En cas d'incident ou accident devant entraîner des soins médicaux, il appartient aux parents de procéder au règlement des honoraires médicaux correspondants et d'en demander le remboursement auprès des organismes habituels (sécurité sociale et mutuelle).

Il est conseillé aux familles de souscrire une assurance individuelle « accident pour risque extra-scolaire » au profit des enfants inscrits aux Mercredis Récréatifs.

Tout « sinistre » constaté dans le cadre des Mercredis Récréatifs est déclaré par le directeur de la structure dans les 24h à l'administration qui lui-même le déclare à son assureur à titre conservatoire. La famille avertie par la Ville d'Halluin dès la connaissance du sinistre doit également avertir son propre assureur.

ARTICLE 4 : RESPONSABILITE

Aucun enfant de moins de 6 ans, ne peut quitter seul le centre. L'enfant peut être remis à une personne âgée d'au moins 16 ans, autre que ses parents ou tuteurs, sous réserve que celle-ci soit désignée par les parents, sous forme d'autorisation écrite, datée et signée au moment de l'inscription ou figurant sur le dossier familial unique. La personne autorisée doit justifier de son identité. A partir de 6 ans et scolarisé en élémentaire, un enfant peut partir seul, à condition que les parents aient rempli la feuille d'autorisation de sortie jointe au dossier.

ARTICLE 5 : TARIFS DES MERCREDIS RECREATIFS

Les tarifs varient selon que les enfants sont halluinois ou habitent à l'extérieur de la commune. Ces tarifs suivent l'indexation du coût de la vie et subissent ainsi une légère augmentation chaque année. Les tarifs applicables sont ceux décidés par le Conseil Municipal à la date de fréquentation de l'enfant et calculés sur la base :

- . Des ressources déclarées à la Caisse d'Allocations Familiales consultables par la régie scolaire, sur la rubrique « Mon Compte Partenaire ».
- . En cas de non mise à jour du quotient familial sur le site de la CAF, les tarifs sont calculés sur la base des derniers avis d'imposition du foyer
- . En cas d'absence de renseignements sur les ressources de la famille, le tarif de la tranche maximale est appliqué.
- . Dans le cas où l'attestation d'assurance de responsabilité civile des tuteurs légaux ou l'attestation d'assurance extrascolaire de l'enfant ne sont pas fournies, le tarif de la tranche maximale est appliqué.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS SANITAIRES

Il est souhaitable qu'un enfant malade ou potentiellement contagieux soit gardé au domicile. Si cet état se révèle au cours de la journée, il est fait appel à la famille : il est donc essentiel que le dossier familial unique et la fiche d'inscription soient correctement complétés (numéro de téléphone professionnel et personne à joindre en cas d'urgence...).

Toute allergie, tout régime alimentaire spécifique ou tout autre aspect relatif à la santé de l'enfant, tel que la prise de médicaments doivent être spécifiés sur la fiche sanitaire/reenseignement de l'enfant et auprès du directeur de l'accueil, et faire l'objet d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI).

En cas d'accident même d'apparence bénigne, le responsable de l'accueil fait appel au médecin et personnels de secours, seuls habilités à évaluer la gravité de l'état de l'enfant et les conditions de transport à l'hôpital. Par ailleurs, le responsable doit prendre contact avec la famille simultanément.

ARTICLE 7 : ACCUEIL DES ENFANTS EN SITUATION DE HANDICAP

La Ville d'Halluin met à la disposition des enfants du personnel compétent dans un environnement adapté. Ce personnel a le souci permanent de proposer des activités orchestrées sur les rythmes journaliers des enfants qui leur sont confiés, afin de répondre à leurs besoins. De plus, un P.A.I est mis en place par les Services de la Ville et en collaboration avec les parents, ceci afin de satisfaire les besoins d'un public spécifique.

ARTICLE 8 : PERSONNEL D'ENCADREMENT

Les Mercredis Récréatifs sont confiés à un personnel municipal qualifié, recruté conformément aux dispositions réglementaires du Ministère de la Jeunesse et des sports. Pour les enfants de moins de 6 ans, le taux d'encadrement légal est d'un animateur pour 8 enfants. Et pour les 6-11 ans révolus, le taux d'encadrement légal est d'un animateur pour 12 enfants.

ARTICLE 9 : RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ENFANT

Les renseignements concernant l'enfant sont conservés au sein de chaque structure d'accueil et comportent les informations relatives à l'enfant et à la famille. Toute modification doit être immédiatement communiquée au Service Education (03.20.28.83.59) ou par mail serviceeducation@ville-halluin.fr.

ARTICLE 10 : VETEMENTS ET ACCESSOIRES

L'enfant ne doit porter aucun objet de valeur. La Ville d'Halluin décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol d'effets personnels. Les vêtements doivent être marqués au nom de l'enfant, afin d'éviter des erreurs ou des pertes. Il est souhaitable que l'enfant porte des vêtements pratiques et confortables adaptés aux activités proposées par l'équipe. De plus, pour son bien-être, il est recommandé de l'équiper d'un chapeau ou d'une casquette, voire de lunettes de soleil, lorsque cela s'avère nécessaire.

ARTICLE 11 : RELATIONS AVEC LES FAMILLES

Les différentes informations nécessaires au bon fonctionnement de l'accueil sont communiquées aux parents par tous les moyens adaptés (blog, affiches, lettres, courriels, réunion...). La direction de l'accueil de loisirs est à la disposition des parents pour toutes informations qu'ils jugent utile.

ARTICLE 12 : SANCTION ET EXCLUSION

L'enfant devra respecter ses camarades, ainsi que l'équipe d'animation. Il doit adopter un comportement compatible avec le bon fonctionnement de la structure. Il doit prendre soin des installations et du matériel mis à disposition et doit respecter les règles de savoir vivre et de correction.

Tout manquement à la discipline ou à la politesse envers le personnel, ainsi que toute manifestation perturbant le groupe ou le bon fonctionnement des activités (non-respect des horaires de sortie, non remise des dossiers et feuilles d'inscription, dégradation du matériel...) feront l'objet :

- . D'un avertissement écrit aux parents
- . D'une exclusion temporaire de trois jours en cas de récidive
- . D'une exclusion définitive

Les décisions de renvoi temporaire ou définitif seront signifiées aux parents par lettre recommandée 5 jours avant l'application de la sanction sans qu'aucun remboursement ne soit possible. Les parents sont convoqués, au préalable, par la Direction Enfance-Famille pour un entretien en présence du ou des enfants concerné(s). Les enfants sont placés sous la responsabilité du personnel d'encadrement municipal durant les accueils extra-scolaires. Les enfants doivent respecter les règles de savoir vivre et de correction.

La réception de ce document vaut acceptation du règlement par les parents.

ARTICLE 13 : REMISE DU REGLEMENT INTERIEUR

Le règlement intérieur des Mercredis Récréatifs est téléchargeable sur le site de la Ville ou sur l'espace citoyen. La signature du dossier d'inscription entraîne l'acceptation du présent règlement.

Les informations reprises sur le dossier d'inscription sont soumises au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Véronique SIX
Adjointe à l'Action Educative, à la
Jeunesse et la Politique de la Ville